



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

6 rue de la Providence
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Fax : 02 43 02 98 70
Mél. ceas53@wanadoo.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

Vendredi 23 mars 2012

N° 448

Association

Le CÉAS de la Mayenne est labellisé « CRIB »

Le 16 mars, le CÉAS de la Mayenne a signé avec le directeur de la Direction départementale de la Cohésion sociale et de la Protection des populations (DDCSPP) la convention portant sur sa labellisation en tant que Centre de ressources et d'information pour les bénévoles (CRIB). Ce nouveau service s'adresse aux associations non sportives du département. La convention indique que « *par ce label, le CÉAS est reconnu pour son action d'accueil, d'information et d'accompagnement des associations non sportives du département* ».



La mission d'accompagnement du CÉAS consiste « à accueillir les associations non sportives, les informer, au besoin, sous forme d'entretiens personnalisés, les aider à utiliser la documentation disponible sous forme papier et sur web, en vue de les aider à trouver une information, formaliser un projet ou à le mettre en œuvre ». Sur des aspects plus techniques du projet des associations, le CÉAS « conseillera aux associations de consulter des structures identifiées pour leur expertise

dans le domaine concerné, et avec lesquelles il entretient des relations ». De plus, « il offrira à chaque personne accueillie la possibilité de revoir l'interlocuteur qui l'aura initialement reçue ».



Jacqueline Lardeux (CÉAS de la Mayenne), Gilles Fièvre (DDCSPP), Daniel Murail (CDOS) signent les conventions de labellisation « CRIB » (debout : Kada Ounas, délégué départemental à la vie associative – DDCSPP).

Le Comité départemental olympique et sportif (CDOS) bénéficie également de ce label et il assure les mêmes services mais en direction des associations sportives.

Gérontologie

Soutien à la perte d'autonomie : il est urgent d'agir autrement

Notre système français de soutien à la perte d'autonomie (allocation personnalisée d'autonomie, services d'aide à domicile, établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) est très envié. Pourtant, ce système est aujourd'hui en crise. Le souci de protéger au maximum les personnes âgées en perte d'autonomie s'est développé au détriment des logiques d'animation sociale.

Selon Albert Lautman, directeur national de l'Action sociale de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse (CNVA), il est important de s'appuyer désormais sur le bénévolat. Les prestations d'aide à domicile ont certes comme but de retarder la perte d'autonomie ; seulement, « 40 % de bénéficiaires de l'action sociale disent souffrir de soli-

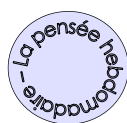


tude » (*Journal de l'Action Sociale*, novembre 2011). L'intervention de l'auxiliaire de vie sociale ne doit plus être le seul moyen de lutte contre l'isolement. Il semble important de positionner de façon déterminante « *la question du lien social comme atout pour la prévention de la dépendance et le vivre-ensemble* ». La CNAV précise toute son implication dans le financement de ces initiatives.

De même, Dominique Argoud, sociologue, maître de conférences à l'université Paris-Est Créteil, souligne le réel besoin d'inventivité. Pour lui, « *l'approche de la dépendance telle qu'elle prédomine aujourd'hui, c'est-à-dire l'incapacité à effectuer un certain nombre d'actes de la vie quotidienne, n'engendre que des réponses palliatives* ». Or, si l'on aborde « *la question de la dépendance sous l'angle du lien social, on a besoin de créativité, d'inventivité* ». Comme les moyens financiers font défaut aujourd'hui, ce sont la mobilisation de la société et sa capacité d'initiatives qui importent.

Heureusement, que ce soit au domicile ou en établissement, les initiatives fleurissent ici et là. Par exemple, une maison de l'autonomie, située dans le Tarn, réunit un foyer-logement, un centre d'accueil de jour Alzheimer, un établissement d'hébergement pour personnes âgées (Ehpad) et un centre d'activité intergénérationnel. Pour sa directrice, Nicole Camboulive, il est essentiel « *d'instaurer des rapports de réciprocité* » ; les résidents, les familles, les professionnels sont considérés d'égal à égal dans ce lieu qui respire la vie.

Actuellement, dans la majorité des associations, les bénévoles apportent un soutien et une écoute incontournables. Les professionnels doivent désormais composer avec ces nouveaux acteurs, mais aussi les considérer en tant que tels. Comme le rappelle Nicole Camboulive, « *pour qu'ils s'investissent, il est primordial qu'ils aient leur place et qu'ils ne se sentent pas la dernière roue du carrosse* ». Il faut donc remettre la personne au cœur du dispositif. Il est important, d'après Richard-Pierre Williamson, vice-président de l'Association nationale des coordinateurs et directeurs de Centre local d'information et de coordination (CLIC), d'« *impliquer les retraités, les personnes âgées, les aidants* », autrement dit, « *faire vivre la démocratie participative* ».



« *Le nucléaire n'est plus un rêve devenu réalité. Depuis Fukushima, le rêve s'est dissipé dans le réel* ».

« *Nucléaire : rien ne sera plus comme avant* » (éditorial), *Le Monde* des 11 et 12 mars 2012.

Actua-site

Plus de 600 documents disponibles sur le site du CÉAS

Depuis son ouverture, le 22 avril 2011, le site Internet du CÉAS (www.ceas53.org) propose aux internautes un peu plus de 600 documents accessibles sous un format « .pdf » (logiciel : Acrobat reader). Parmi ces quelque 600 documents, il faut prendre en compte les 409 numéros du bulletin hebdomadaire, *CÉAS-point-com*, mis en ligne.

Les statistiques permettent d'obtenir un classement des fichiers les plus téléchargés – sachant qu'un document téléchargé (= ouvert sur son ordinateur) ne veut pas dire que l'internaute a parcouru toutes les pages du document, qu'il l'a lu et/ou qu'il l'a imprimé.

Ainsi, on trouve, parmi les premiers documents : les cinq cahiers socio-démographiques qui concernent les associations (211), la situation et les évolutions sociodémographiques (191), les personnes dites âgées (130), les salaires (95) et l'emploi et la population active (78) ; mais aussi les statistiques sur les naissances domiciliées (147) ; la fiche du film *Tatie Danielle* (108), etc.

Une sous-rubrique semble plus particulièrement attirer les internautes, celle que l'on trouve sous la rubrique « Santé publique », en l'occurrence « Sorcellerie et guérissage ». À la date du 19 mars 2012, tous les documents confondus ont été ouverts 489 fois : 71 fois pour l'article sur Robert Brault ; 43 pour celui sur Dominique Camus et l'exploitation d'un filon ; 38 pour la desencanaudeuse de Savigny-le-Vieux ; 34 pour les cinquante affaires passées à la moulinette par Marie-Claude Denier ; 33 pour les arcanes du « désorceler » de Jeanne Favret-Saada, etc.

La rubrique « Histoire et patrimoine », qui dispose de 55 documents à ouvrir, cumule 745 téléchargements.

Le *CÉAS-point-com* n° 137 du 15 juillet 2005, quant à lui, semble avoir trouvé « son public », avec plus de 70 téléchargements. Ce bulletin propose un article de synthèse sur l'aide à la toilette et la toilette médicalisée dans l'aide à domicile (loi du 11 février 2005).